

## HAÏTI, CITY OF CARREFOUR



Haïti: A l'initiative de l'ingénieur Jude Élie représentant de l'organisation GUD (Global Urban Development), les contacts ont été établis entre son excellence, Monsieur Yvon Jérôme, Le Maire de Carrefour, et le professeur Ilan Juran, directeur exécutif de l'Association W-SMART, afin d'explorer les perspectives et les stratégies de coopération face aux défis de la construction des réseaux d'Eau Potable et d'Assainissement auxquels est exposée aujourd'hui l'agglomération métropolitaine.

L'Association Internationale W-SMART (Water Security Management Assessment, Research et Technology) a été créée à l'initiative du Commissaire de la Ville de New York pour l'Eau, l'Assainissement, et la Protection de l'Environnement (NYCDEP - New York City Department of Environmental Protection) à l'issue des attentats de 11 septembre, 2001. Sa mission est de promouvoir une solidarité internationale entre les opérateurs publics et privés des réseaux d'eau et d'assainissement de grandes villes face aux menaces du terrorisme et des catastrophes naturelles.

C'est dans ce contexte que les membres de W-SMART ont établi un groupe de travail pour explorer avec le Gouvernement Haïtien, les Villes affectées, et les opérateurs de leurs réseaux urbains les besoins prioritaires pour la reconstruction des réseaux d'eau et d'assainissement et définir avec eux les objectifs d'une aide en matière d'expertise que l'Association soit en mesure d'apporter.

Ainsi à l'occasion de la conférence Mondiale sur l'eau, tenu par Internationale Water Association (IWA) le 19 Septembre à Montréal, un colloque a été Co-organisé par IWA et W-SMART, avec la participation d'une délégation Haïtienne comprenant:

Son excellence, Monsieur Yvon Jérôme, Maire de Carrefour  
Monsieur Gerald Jean Baptiste, Le Directeur General de DINEPA  
Monsieur Harry Adam, Ing., directeur général du FAES, Jude Elie, Ing. Représentant  
l'association GUD (Global Urban Developpement),

Les Membres de W-SMART qui ont pris part: Prof Ilan Juran Directeur General (WSMART);

Bruno Nguyen, Président de W-SMART, directeur des Opérations (Eau de Paris); Peter Dane, Manager Benchmarking, Vewin, Nederland ; Gérald Luyet, Head of Geneva Water (Geneva, Suisse) Joao Fidalgo, Président, EPAL, Portugal

Etaiement également présents, le Dr Darren Saywell, directeur de Développement, International Water Association (IWA), et Mme Jennifer de France Manager, expert en Water Safety Plan (OMS/WHO).

Le professeur Ilan Juran a souhaité la bienvenue à la délégation haïtienne, avec un message de soutien au nom de W-SMART. Il a présenté les objectifs du Colloque en invitant la délégation Haïtienne à présenter les défis de construction et de revitalisation et en souhaitant que les discussions puissent aboutir à une coopération fructueuse et concrète face à ces défis, en particulier en matière d'EPA. Il a remercié également l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) pour son souhait de participer au développement de cette coopération avec les villes affectées.

En présentant les experts de W-SMART, d'IWA et d'OMS, le Prof Juran a brièvement exposé les objectifs du Groupe de Travail sur la Solidarité Internationale, présidé par le Dr. Joao Fidalgo, Président d'EPAL, Portugal, et Vice Président de W-SMART. Le Forum de Résilience Urbain, créé en coopération avec l'IWA et UNICEF, a pour objectifs de promouvoir la coopération entre gouvernements locaux et leurs Sociétés d'Eau face aux défis des désastres naturels. Il a également souligné le rôle essentiel des Medias dans le contexte socioculturel local face aux défis de la revitalisation économique et sociale des populations affectées dans des zones vulnérables aux désastres naturels. Cette phase unique de reconstruction d'Haïti. Radio Télévision Caraïbes représenté par Moryl Gattereau Jr est partie prenante du projet.

Le maire de Carrefour après avoir remercié les membres de W-SMART et IWA pour leur soutien a présenté, avec éloquence, les enjeux principaux de revitalisation économique et sociale de sa ville. Il a insisté, plus particulièrement, sur les besoins de renforcer les capacités de la ville en matière de construction et de gestion des réseaux d'EPA pour assurer l'approvisionnement d'Eau Potable et d'Assainissement, réduire ainsi les risques immédiats de santé publiques, et engager le développement durable de la ville.

Au cours de son intervention le Maire a présente ses perspectives pour une reconstruction de la Ville de Carrefour en vue de son développement durable. Un récit en quelques lignes de son discours.

De cette tragédie nationale, nous devons tirer des leçons. Et, c'est pourquoi la proposition qu'on a à faire englobe non seulement les zones dévastées mais appelle également à des changements structurels touchant l'ensemble du territoire national. Dans cette perspective, il nous faut renforcer les liens entre toutes les régions, entre tous les départements, entre toutes les communes, les sections communales et même les habitations les plus reculées à fin de favoriser la décentralisation et la déconcentration tant prônées par le gouvernement Haïtien. De ce fait, nous devons relier toutes nos régions par un maillage routier à compléter par des installations portuaires et aéroportuaires adéquates, par une desserte de services publics appropriée aux

impératifs du développement économique et social notamment en matière d'éducation et d'accès à des services de santé de qualité, de loisir, de sécurité sociale, de sécurité publique, d'assainissement et de la reconstruction des réseaux d'eau potable, d'un développement durable axé sur la décentralisation, la déconcentration, la création d'intercommunalité, la coopération décentralisée.

Reconstruire Haïti, ce n'est pas de revenir à la situation qui prévalait à la veille de la catastrophe du 12 janvier 2010 à savoir : la détérioration des infrastructures, la mauvaise gestion urbaine due à la déficience des services administratifs, les faiblesses de la législation urbaine, le non respect des textes en vigueur en matière d'urbanisme et les problèmes relevant du système foncier expliquent partiellement les blocages auxquels se heurtent les collectivités. La problématique de l'autonomie administrative et financière, le mode de perception des taxes et les moyens utilisés par les collectivités pour les percevoir sont considérés comme des défis majeurs auxquels font face les collectivités. Il faut prendre en compte la CFPB qui doit être reformée, mais une réforme portée sur son assiette (sur quoi la taxe est collectée), sa base (sur quoi se fait le calcul des montants à payer), sa structure (les taux appliqués), son mode d'évaluation. En général cette réforme qui constitue un défi majeur doit viser l'élargissement de l'assiette de la CFPB malgré plus de 90% des ménages vivent dans des conditions d'extrême pauvreté.

Le maire a poursuivi en présentant sa vision pour le développement à venir. La ville Carrefour, avec une densité de population déjà considérable, a connue ces dernières années une expansion rapide. Les statistiques montrent que sa croissance est susceptible d'atteindre environ huit cent mille (800,000) d'habitants dans dix à quinze ans, soit pratiquement le double de la population actuelle, et il en est de même pour les villes avoisinantes: Léogâne, Jacmel, Petit-Goâve. «Reconstruire la région métropolitaine d'Haïti, c'est s'attaquer à tous ses facteurs de vulnérabilité pour que plus jamais les aléas de la nature ou les cataclysmes naturels n'infligent de telles souffrances, ne causent autant de dommages et de pertes en matériels et en vies humaines».

## Perspectives

En guise de conclusion, il importe de souligner que, pour une réelle et efficace reconstruction de la zone métropolitaine il faut :

- Des travaux de dégagements et de traitement des débris
- Des aspects légaux pour déclarer des espaces d'utilité publiques incluant le dédommagement des propriétés privées
- Une planification de l'utilisation des sols et un plan d'urbanisme
- Des travaux d'infrastructures de base comme l'évacuation des eaux pluviales, des travaux d'assainissement, eau potable, le réseau électrique.
- Zone protégée
- D'autres pôles urbains de développement à travers les sections
- Des travaux de reconstructions proprement dits soumis aux normes de constructions adéquates (Normes parasismiques, etc.)
- Récupération du littoral allant de la Commune de cité Soleil jusqu'à la commune de Léogâne (Zone touristique, hôtel, casino, restaurant)

- Reconstruction de la ville de Carrefour avec possibilité de la création de centre ville, zone commerciale, zone résidentielle, parc industriel, parc d'attraction, construction des réseaux routiers reliant les treize (13) sections communales etc.) bref, « Carrefour, une commune Moderne et Modèle »

L'ing. Harry Adam, Directeur General de la FAES (Fondation des Affaires Economiques et Sociales), a présenté la mission et les projets menés actuellement par la FAES, sur le plan national, dans le secteur de l'EPA. La mission de la FAES est d'accompagner les communautés défavorisées dans le développement de leur capacité et la valorisation de leur participation en vue d'une vision commune de leur revitalisation économique et sociale. Le rôle de la FAES est d'apporter l'appui nécessaire pour le renforcement des efforts de reconstruction en finançant des projets prioritaires, identifiés par ces communautés. Le FAES finance les projets qui sont d'ordres :

- Sociaux: Éducation, Santé, Nutrition, Eau potable, Assainissement, Enfants vulnérables etc.
- Économiques et productifs: Systèmes d'irrigation, Citernes familiales, Marché, Cultures maraîchères, Pêche, Élevage, Conservations de sols, Transformation, Reforestation, Micro crédit etc.
- Gouvernance locale et Renforcement institutionnel: Sensibilisation et information, Renforcement des capacités et Planification participative, Renforcement institutionnel etc.

La FAES assure également pour des populations des régions ciblées du pays la gestion organisationnelle d'accès à l'eau potable et d'amélioration des conditions sanitaires. En particulier, la Fondation a pour rôle de faciliter et de soutenir l'organisation institutionnelle locale, assurée par des comités de gestion autonome, formés localement. A ce fin elle accompagne les comites dans leur fonctionnement en renforçant leurs moyens d'engager le développement et d'assurer l'entretien des systèmes mis en place et facilite la coordination nécessaire avec les responsables sectoriels (SNEP, POCHEP) DINEPA.

L'Ingénieur Adam a aussi fait part de ses différents projets au niveau national:

- Eau Potable
- Construction/ Réhabilitation des Systèmes gravitaires d'Adduction d'Eau Potable (SAEP)
  - Expansion et remise en état de réseaux de distribution de quartiers d'habitation
  - Construction de citernes familiales et communautaires
  - Forage et équipements de puits
- Assainissement
- Construction de latrines familiales et communautaires
  - Construction de systèmes d'évacuation des eaux de surface
  - Adoquinage
  - Protection des berges
  - Drainage en milieu urbain
  - Éducation à l'hygiène et à l'assainissement en milieu scolaire à prendre en compte dans les programmes d'éducation à venir.
  - Augmentation du nombre de systèmes d'adduction d'eau potable

- Amélioration de la qualité de l'eau mise à la disposition de la population
- Meilleure implication des acteurs locaux (Collectivités Territoriales, Société Civile)
- Sensibilisation des utilisateurs au paiement de l'eau.

Dans ce contexte, pour l'Ingénieur Adam les experts internationaux de W-SMART et d'IWA peuvent apporter un soutien essentiel tant pour le renforcement de la capacité nationale de gouvernance, de régulation, d'évaluation et d'adaptation des stratégies de mise en oeuvre des réseaux urbains d'EPA que pour le renforcement des autorités locales face aux enjeux de reconstruction et de revitalisation de la Ville de Carrefour et de ses environs.

Pour Monsieur Jean Baptiste, directeur général de la DINEPA (Direction Nationale de l'Eau Potable et l'Assainissement) les niveaux d'accès de la population haïtienne à l'eau potable et à l'assainissement sont parmi les plus faibles du monde, et c'est dans cet objectif que le Gouvernement Haïtien, avec le support des institutions internationales et notamment de la Banque Interaméricaine de Développement(BID),a préparé un Plan Global de Réforme Institutionnelle du secteur Eau Potable et Assainissement (EPA) et un projet de Loi Cadre pour permettre sa mise en oeuvre. C'est dans ce contexte que la DINEPA a vu le jour dont l'objectif est la transformation de l'Etat et la réorganisation du Secteur d'EPA pour améliorer l'efficacité opérationnelle et l'équité sociale des services capables de fonctionner dans la durée.

Le directeur général de la Direction Nationale de (DINEPA), Monsieur Gérald Jean Baptiste, a présenté le programme de reforme et d'Investissements en Eau Potable et Assainissement en Haïti, en insistant sur la relance des Investissements, L'implication du secteur privé (Opérateurs Professionnels), La décentralisation progressive des services par la création de structures régionales, Offices Régionaux de l'Eau Potable et l'Assainissement (OREPAs), qui vont remplacer les opérateurs actuels (CAMEP et SNEP) pour les systèmes urbains.

Les défis sont énormes au niveau de l'EPA et d'après le directeur général de la DINEPA , Haïti dispose des ressources en eau superficielles et souterraines suffisantes pour fournir d'eau potable à sa population. Toutefois statistiquement la capacité d'approvisionnement est parmi les plus faibles de la Région, en raison du manque de planification historique, de la faible capacité d'investissement pour la réhabilitation et construction de réseaux, et des pertes physiques et commerciales dans les systèmes d'alimentation. Ainsi les stratégies en vue d'atteindre les objectifs fixes pour pouvoir faire face aux défis d'EPA nécessitent le support des experts Internationaux. Les objectifs prioritaires sont:

- Augmenter l'accès et la qualité des services d'eau potable et assainissement, à un coût socialement adapté sur tout le territoire national.
- Renforcer le développement technique et l'autonomie financière des opérateurs du pays, à travers la création de nouvelle structure et de programme d'alimentation de l'efficience globale des services.
- Augmenter la couverture des services d'Eau et d'assainissement dans le pays en favorisant la durabilité.
- Améliorer la qualité de l'Eau de consommation fournie a la population.

Monsieur Jean Baptiste a en conclusion réitère sa demande d'appui technique international qui

est primordiale a cette phase de reconstruction au niveau du secteur de l'EPA tant sur le plan national que local.

Pour leur part, les experts de W-SMART, IWA et de l'OMS, ont pu apprécier les enjeux auxquels doivent faire face aujourd'hui tant l'Administration Nationale que les Gouvernements Locaux. Ils ont en particulier souhaité d'explorer les voies d'une coopération concrète face à ces défis pour répondre aux besoins prioritaires présentés par la délégation Haïtienne.

Monsieur Gérald Luyet, Directeur d'Eau Potable de la Ville de Genève, a brièvement présenté son expérience en se rendant en Haïti le lendemain du désastre lorsque le tremblement de terre, de 7,1 à l'échelle de Richter, a ravagé la capitale Haïtienne. Il a présenté les difficultés rencontrées par les organisations d'assistance technique, lors de cette première phase d'urgence. Pour lui les efforts de reconstruction, en particulier dans le secteur d'EPA, doivent être accompagnés par des initiatives d'éducation de la population et de la formation des cadres (Techniciens) capables d'assurer la gestion des réseaux D'EPA; ceux-ci sont des facteurs clés qui doivent être pris en considération. Peter Dane, Manager Benchmarking, VEWIN, Pays Bas, a décrit une expérience similaire des Sociétés d'EPA, portant leurs concours actuellement a Haïti.

Mme Jennifer de France, expert de l'OMS, a tracé les lignes directrices d'un schéma directeur pour l'adaptation des principes généraux du développement des plans de sureté d'Eau Potable. En se référant a l'expérience de l'OMS dans différents pays ayant subit des catastrophes naturelles elle a propose l'aide de l'OMS dans le développement d'un plan de sureté en tant que support pour orienter les choix des stratégies de construction et de gestion réseaux d'EPA et pour poursuivre leur évaluation et les besoins de leur adaptation au cours de la reconstruction. Bruno Nguyen, Président de W-SMART et Directeur des Opérations a l'Eau de Paris, a exprimé le souhait de la Ville de Paris d'apporter son concours. Il a vivement apprécié les présentations exposées par les membres de la délégation Haïtienne concernant les conditions sur place, les enjeux, et l'état actuel des efforts de reconstruction. En particulier, il a remercié le Maire, au nom de W-SMART pour l'invitation chaleureuse aux déléguées de visiter la Ville de Carrefour ; cela paraît indispensable pour apprécier sur place l'ampleur des défis actuels, de rencontrer les responsables politiques et techniques de l'Administration Nationale et des Gouvernements Locaux, et d'explorer avec eux les besoins prioritaires et les concours que W-SMART et IWA pourraient efficacement apporter pour pouvoir aider rapidement à surmonter les défis auxquels Haïti confronte dans le secteur de l'EPA.

Dr Darren Saywell, le Directeur de Développement de l'IWA a exprimé le soutien de l'IWA à cette initiative de coopération et soutien a la Communauté haïtienne. Il a insisté, en particulier, sur la nécessité d'évaluer les besoins prioritaires en vue d'adaptation de l'expertise internationale aux conditions sur place afin de rendre la coopération efficace. Il s'inscrit à la proposition faite par le Président de W-SMART et serait heureux de participer à une visite d'une délégation d'experts à Haïti. IWA pourrait en particulier contribuer au développement d'un réseau international d'experts pouvant apporter leur concours dans le secteur de l'EPA.

Cette rencontre s'est soldée par une invitation du Maire de Carrefour pour une visite sur place pour mieux cerner les problèmes. Le Prof. Juran a remercié le Maire en présentant brièvement

les conclusions de la journée. En particulier, un Groupe de Travail a été créé afin de préparer un programme de visite pour une délégation des membres-experts de WSMART et d'IWA, en coopération avec l'OMS et l'UNICEF.

PS : Le maire de Carrefour ne pouvant pas faire le déplacement avait fait sa présentation par Téléconférence.

Jude  
Urban  
Polytechnic  
septembre 19, 2010, Montréal

Institute Utility  
of

Elie  
Center  
NYU